

Entretien

JEAN GILBERT, PRÉSIDENT DE FIBOIS AURA : « LA CONSTRUCTION BOIS TIRE LA FILIÈRE VERS LE HAUT »

Le bois a le vent en poupe, dans la construction surtout. Par sa diversité et sa taille, la forêt française est l'une des meilleures du continent. Plébiscité par le consommateur, favorisé cette année par la RE2020, le bois voit ses filières se structurer. « Enfin ! » lâchent certains professionnels du bâtiment. Rencontre avec Jean Gilbert, président de Fibois Auvergne-Rhône-Alpes.

Combien d'emplois compte la filière bois ?

Aujourd'hui, la filière compte environ 400 000 emplois en France (source: Veille économique mutualisée), il y en a eu jusqu'à 500 000 dans les années 1980-1990, depuis les travaux forestiers jusqu'à la deuxième transformation. Avec la structuration des entreprises et l'automatisation de certaines tâches, l'arrivée de la radiocommande et de l'abatteuse qui remplace cinq à six bucherons, la filière a réalisé d'importants gains de productivité. Mais ces modernisations n'empêchent pas cette filière en pleine essor d'embaucher quotidiennement. A l'échelle nationale c'est plus de 20 000 ETP en deux ans (source: Veille économique mutualisée). Lorsque je suis arrivé dans les travaux forestiers dans les années 1980, le métier comptait 48 000 salariés. En Auvergne-Rhône-Alpes, il reste

près de 5 000 emplois sur ce secteur environ aujourd'hui. On comptabilise 20 000 entreprises sur l'ensemble de la filière, correspondant à 63 700 emplois (chiffre à fin 2018).

Auvergne-Rhône-Alpes est donc une grosse région de bois, avec plus de 18 % des emplois ?

Oui, en France, 24 départements produisent 80 % du bois français. Auvergne-Rhône-Alpes compte dix départements (sur 12), dans les plus gros producteurs.

Dans ce contexte, quelles sont les missions de Fibois Aura ?

Fibois Aura est une interprofession qui réunit l'ensemble des acteurs du bois de la forêt à la deuxième transformation. L'objectif est de faire filière, c'est-à-dire de rassembler sur un territoire les producteurs de bois



et les utilisateurs. Jusqu'ici, le bois produit dans nos régions n'était pas nécessairement utilisé en France. Avec la filière, on a mis en réseau les acteurs pour que le bois soit transformé autant que possible sur nos territoires. En Auvergne-Rhône-Alpes, on produit beaucoup plus de bois que l'on en consomme, le reste part au maximum dans les autres régions françaises, le midi et l'ouest, qui sont moins bien pourvues.

La filière est-elle très dynamique ?

Oui mais nous avons encore beaucoup de chemin à faire. Il y a 20 000 entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes, dont 15 000 unipersonnelles, et seulement 600 adhérents à Fibois Auvergne-Rhône-Alpes. Nous représentons 30 % des actifs de la filière.

Quel est votre ministère de tutelle, et de quand date l'impulsion de vouloir faire filière ?

Nous sommes sous tutelle du ministère de l'Agriculture et nous collaborons avec les autres ministères (industrie...) lorsqu'il s'agit des acteurs de la transformation du bois. La volonté de faire filière est née dans les années 1980, de façon très locale dans quelques territoires. C'est ce qui s'est passé chez nous dans la Loire et dans l'Isère. Les acteurs forestiers, les scieurs et les charpentiers ont eu alors l'envie de travailler ensemble. Il a fallu attendre les années 1984/1986 pour que le ministère développe des statuts pour constituer une filière autour de la forêt.

Des professionnels qui travaillent le bois regrettent que la filière ne se soit pas développée plus tôt comme dans d'autres pays européens (Suède, Finlande...), pourquoi ?

La filière avance bien, mais la forêt française est particulière. Elle est très fragmentée. Nous avons 193 essences cultivées en France, c'est énorme. Nos concurrents principaux du nord de l'Europe n'ont que quatre ou cinq essences. Nous avons une grande diversité de territoires. De la Normandie avec le hêtre au pin

maritime des Landes en passant par le Massif central, les Alpes et leurs résineux. Il y avait aussi une grande diversité des traditions de construction de l'habitat. L'ensemble du système s'est standardisé au fil des décennies. La France a été en retard sur les grandes séries, les scieries travaillaient localement à la demande. On est en voie de normalisation du produit bois.

C'est pourquoi vous éditez le guide « Bois d'Ici » 2021 (1) ?

Oui à travers ce guide « Bois d'Ici, produits d'Auvergne-Rhône-Alpes 2021 », on a rassemblé les informations sur 15 essences de bois utilisables pour leurs diverses qualités, huit grandes familles de produits disponibles en Auvergne-Rhône-Alpes et plus de 100 entreprises de transformation, de vente ou de distribution.

Quelles sont les principales essences dans la région ?

L'épicéa est la première en surface, mais c'est une essence en difficulté du fait du réchauffement climatique, et d'attaques parasitaires importantes. Le sapin est également présent dans des quantités quasi équivalentes, soit plus de 80 millions de m³. Le pin sylvestre occupe une grande surface mais une faible exploitation. Le sapin utilisé dans la construction traditionnelle est concurrencé par le douglas, essence récente qui n'occupe que 5 % de la surface mais 10 % de la production.

Contrairement à l'image que l'on a souvent de notre forêt, on a 61 % de feuillus pour 39 % de résineux en surface en Auvergne-Rhône-Alpes. La première essence produite est le chêne, soit le chêne de qualité comme dans l'Allier, soit d'autres chênes pour la production de bois de chauffage.



Jean Gilbert, président de Fibois AuRA, Pascal Mailhos, préfet de Région, Philippe Meunier, vice-président de la Région AuRA, réunis lors du Salon Eurobois en février 2020 pour le signature du contrat régional de filière 2020-2022.

Est-ce que cette autre fragmentation de la forêt en petites parcelles et une myriade de petits propriétaires est une spécificité française ?

Oui, la Révolution française a produit toute une population de propriétaires de forêts et de sols. La forêt a repris du terrain (avec 31 % des sols, et progresse de 0,7 % par an depuis 1985, source : franceboisforet.fr, Ndlr). On a près de 4 millions de propriétaires mobilisés « ou non » sur leur forêt.

C'est une difficulté pour la filière ?

Oui, car cela complique la gestion et la récolte. Mais la forêt publique et les grandes forêts privées à elles seules représentent environ 65 à 70 % de la production de bois. Les

forêts morcelées ce sont 30 % de la récolte. C'est une difficulté pour maîtriser les coûts par rapport à nos concurrents allemands, et autres du nord de l'Europe, mais cela amène aussi une mosaïque de gestion forestière et donc de paysages, de biodiversité, qui sont d'autres éléments produits par la forêt en plus du bois !

Quid de la transformation au sein de la filière ?

Elle a beaucoup changé. En France, il y avait près de 15 000 scieries en 1945, il en reste 1 500 aujourd'hui. Les unités sont beaucoup plus grosses, les équipements sont plus performants, avec des sciages précis, avec rabotage et séchage. On va de plus en plus loin sur la qualité du produit fini. En Auvergne-Rhône-Alpes, on a aujourd'hui 340 scieries (27 % des scieries françaises, Ndlr)

“ La forêt française est sous-exploitée et en Auvergne-Rhône-Alpes, la tendance est encore plus faible ”

Que couvre la deuxième transformation ?

Le papier, le carton, les portes-fenêtres, certains panneaux, les parquets, les meubles, etc... Tout ce qui sera au contact du consommateur final.

Quid des importations ?

L'importation de grumes et de sciages a beaucoup baissé, mais la balance reste très déficitaire à cause du meuble et du papier. Avec le bois local on reprend des parts de marché sur la construction bois, grâce à la modernisation des scieries et la demande de construction, pour la qualité de vie, le bien être, avec le douglas, le sapin, l'épicéa.

La forêt française est sous exploitée et en forêt d'Auvergne-Rhône-Alpes, la tendance est encore plus faible. Pour faire des gains de valorisation de produits, il faut récolter davantage de feuillus, mais aussi des résineux. Dans les Alpes, les coûts d'exploitation sur les fortes pentes font monter les prix de revient. Et les résineux tiennent mieux en altitude.

On importe quand même des bois du nord de l'Europe ?

Oui mais la tendance est à la baisse. Chez nos partenaires européens, cela fait trente ans qu'ils ont tout standardisé pour mieux produire du bois, chez nous c'est plus récent.

L'ossature ne peut se faire qu'en résineux ?

Cela correspond à une tradition en Auvergne-Rhône Alpes. Ailleurs cela existe, il faut retrouver la tradition avec des espèces de feuillus, les chênes par exemple.

Pour les professionnels du béton, de l'acier et des isolants, la RE2020 dans son état actuel engendrerait une sur-consommation de matériaux bio sourcés, et notamment de bois, au lieu de se pencher plus largement sur la conception des bâtiments et de privilégier un mix des produits de



construction ? Qu'en pensez-vous ?

Jusqu'à ce jour, l'analyse du cycle de vie du bois ne comptait pas le stockage du CO₂, alors qu'il continue après l'abattage des arbres une fois la construction bois réalisée. La RE2020 prend en compte 100 ans de cycle de vie du bois. C'est vrai que c'est favorable au bois au détriment du béton. De surcroît si l'on ajoute des matériaux bio sourcés, mais il y a de la place pour tout le monde. Je crois à la mixité des matériaux, il faut que le béton intègre la possibilité de bâtiments à très faibles consommations ou à zéro consommation. On aura encore longtemps, besoin du béton, mais il y a urgence à lutter contre le réchauffement climatique, sinon la productivité des forêts baissera.

Quels axes de développement travaillez-vous en priorité avec Fibois ?

On a signé un contrat de filière avec la Région et le ministère de l'Agriculture. On a des actions pour promouvoir l'utilisation et la prescription auprès des constructeurs et dans le secteur du bois de chauffage. Et l'on œuvre pour l'innovation avec le pôle national Xylofutur et ses chercheurs,

quelle que soit l'entreprise dans la filière.

Cela peut être un projet bois-paille, un projet de colle bio sourcée pour promouvoir l'utilisation du bois, même un projet d'innovation avec Michelin, sur un projet de colle également. C'est l'objet de notre rendez-vous en ligne le 25 février (2). Nous avons aussi une action communication avec le grand public, nommée « Ma Vie de bûcheron » en exploitation forestière, et diverses actions de formations.

Et le bois énergie, il se développe ?

Oui par l'utilisation des sous-produits de scierie ou des sous-produits de coupes en forêt, sous formes de granulés, ou de plaquettes. Mais notre volonté, c'est qu'il vienne en complément du bois d'œuvre, pour que ce dernier puisse continuer au mieux sa vie de stockeur de carbone. Nous travaillons sur le bois buche sur un label pour qu'il soit utilisé avec des poêles performants récupérateurs

de polluants. Dans les énergies renouvelables, le bois est la deuxième derrière l'hydro électricité, devant le photovoltaïque et l'éolienne.

■ Propos recueillis par Eric Séveyrat

1. Fibois AuRA, l'interprofession forêt bois de la région Auvergne-Rhône-Alpes, publie un nouveau guide « Bois d'ici », produits des entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes qui référence les entreprises qui fabriquent ou revendent des produits bois pour la construction, la rénovation, l'aménagement intérieur et extérieur, à partir de la ressource régionale ou nationale. En téléchargement :

www.fibois-aura.org/wp-content/uploads/2021/01/bois-d-ici-2021.pdf ou www.fibois-aura.org

2. Un Web-événement innovation consacré aux nouveaux usages du bois, organisé par FIBOIS Auvergne-Rhône-Alpes et les pôles de compétitivité Axelera et Xylofutur, aura lieu jeudi 25 février à 9 h 30 en visioconférence. Programme et inscription : www.fibois-aura.org/2021/01/24/journee-innovation

“ La RE2020 prend en compte 100 ans de cycle de vie du bois ”